



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

AVIS DE CONCESSION

Section I : Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

NOM ET ADRESSES

Ville de Mouans-Sartoux, Place Général de Gaulle, 06370, Mouans-Sartoux, F, Téléphone : (+33) 4 92 92 47 09, Courriel : dst@mouans-sartoux.net, Code NUTS : FR

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.mouans-sartoux.net>

Adresse du profil acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

ACTIVITE PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

Section II : Objet

ÉTENDUE DU MARCHÉ

Intitulé : Concession de service sous forme de délégation de service public en vue de la gestion des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif ville de Mouans-Sartoux

Numéro de référence : DSP 201950100

Code CPV principal

Descripteur principal : 90400000

Descripteur supplémentaire :

Type de marché :

Services

Description succincte : Concession de service sous forme de délégation de service public en vue de la gestion des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif Eau Potable : 3 ressources communales – 90.8 km de réseaux hors branchements – 8 ouvrages de stockage – 3 stations de traitement dont 1 usine (ultrafiltration) – 4 stations de refoulement – 3 stations de surpression – 5 337 abonnés – 1 262 525 m³ facturés en 2017 Assainissement Collectif : STEP 15 000 EH – 113.46 km de réseaux dont 65.56 publics et 47.90 privés – 6 postes de relèvement – 6 trop-pleins de PR et 3 Déversoirs d'Orage – 4 949 abonnés – 1 096 295 m³ facturés en 2017 Assainissement Non Collectif : 143 installations en 2017 – trentaine de contrôles par an. Valeur hors TVA : 120 000 000 euros sur la durée du contrat et sur les 3 services.

Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : euros

Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

Mots descripteurs : Alimentation en eau potable, Assainissement

DESCRIPTION

Intitulé :

Lot n° :

Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal 90400000

Descripteur supplémentaire :
Code CPV principal : 65111000
Descripteur supplémentaire :

Lieu d'exécution :

Code NUTS : FR - Lieu principal d'exécution : Commune de Mouans-Sartoux

Description des prestations : Concession de service sous forme de délégation de service public en vue de la gestion des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif
Le concessionnaire devra assurer l'exploitation du réseau d'alimentation en eau potable, du réseau d'assainissement collectif et du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du périmètre concerné à compter du 01/10/2019 pour une durée de 20 ans. Le concessionnaire devra également réaliser les travaux concessifs suivants : • Extension de la STEP à 20 000 EH • Réhabilitation de l'usine de traitement de la Foux et intégration d'un traitement des sulfates • Remplacement de la conduite d'assainissement des eaux usées de la Mourachonne (1 500 ml en DN300) ; • Création d'un feeder AEP entre la Corniche Bénard et l'Avenue des Sources (650 ml en fonte DN200) ; • Création d'un feeder AEP entre l'atelier RME et l'école François Jacob (640 ml en fonte DN250).

Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des critères décrits ci-dessous :

1. Le critère financier de l'offre sous les aspects détaillés dans le Règlement de Consultation
2. Le critère technique de l'offre sous les aspects détaillés dans le Règlement de Consultation
3. Le niveau d'engagement juridique à savoir le degré d'acceptation et d'amélioration par le candidat du projet de contrat

Valeur estimée :

Valeur hors TVA : euros

Durée de la concession

Durée en mois : 240

Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non
Identification du projet :

Informations complémentaires : Dans le cadre de la procédure ouverte, les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés par la commission de DSP. Seules les offres des candidats retenus seront ouvertes par la commission de DSP. Les demandes de renseignements complémentaires devront être transmises par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse URL suivante : www.marches-securises.fr

Mots descripteurs : Délégation de service public

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : cf. article 13 "pièces relatives à la candidature" du règlement de la consultation

Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

Informations sur les concessions réservées

Conditions liées à la concession

Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

Conditions d'exécution de la concession :

Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel affectés à l'exécution de la concession

Concession éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Section IV : Procédure

DESCRIPTION

Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics :

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

1.e.r juillet 2019 - 12:00

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

Français

Section VI : Renseignements complémentaires

RENOUVELLEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis

INFORMATIONS SUR LES ECHANGES ELECTRONIQUES

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats doivent produire à l'appui de leur candidature l'ensemble des pièces demandées à l'article 13 du règlement de la consultation. Les critères de sélection des offres sont mentionnés à l'article 16 du règlement de la consultation. Les offres peuvent être remises par voie papier à l'adresse indiquée à l'article 20.2 du règlement de la consultation ou par voie électronique à l'adresse : www.marches-securises.fr En conséquence du caractère contraignant du nombre de caractères pouvant être saisis, les opérateurs économiques devront prendre connaissance de l'ensemble des documents de la consultation. Ces documents comportent des informations relatives aux éléments devant être remis par les opérateurs économiques à l'appui de leur offre et comportant notamment une description de la concession et des conditions de participation à la procédure de passation. Les candidats devront participer à la visite des installations concernées par le contrat. Cette visite collective est obligatoire. Un certificat de visite sera remis aux candidats. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. La visite des installations sera organisée pour tous les candidats à la date suivante :

Mercredi 22 mai 2019 à 10 h

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Nice, 18, avenue des Fleurs CS 61039, 06050, NICE CEDEX 1, F, Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr, Adresse internet : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

Organe chargé des procédures de médiation :

Introduction de recours

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : • Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. • Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. • Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). • Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. • Recours en indemnisation qui devra, s'il ne relève pas de la matière des travaux publics, obligatoirement faire l'objet d'une demande préalable auprès de

la personne publique (au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de Nice, 18, avenue des Fleurs CS 61039, 06050, NICE CEDEX 1, F, Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr, Adresse internet : <http://www.nice.tribunal-administratif.fr>

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS : Vendredi 10 mai 2019